



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 25 juin 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

**2024 - 115      GESTION DE LA DETTE**  
**ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES**  
**ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 juin 2024, s'est réuni le mardi 25 juin 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Levanna CALATAYUD  
(Prend part aux délibérations N°84 à N°127)

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER  
Madame Karine GIGODOT  
Monsieur Franck BARBEY

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Aline BOURDAIRE  
(Prend part aux délibérations N°103 à N°143)  
Madame Mekia Noura ADDAD  
(Prend part aux délibérations N°91 à N°143)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Mélanie ZARRILLO  
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur François ROUSTAN  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL  
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Stéphanie MANDREA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 2 avril 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 115**

**DU 25 JUIN 2024**

**GESTION DE LA DETTE  
ADOPTION DU CAHIER DES PROCEDURES GENERALES  
ADOPTION DES REGLES DE GESTION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Dans le cadre de la gestion de la dette, cette délibération a pour objet :

- L'adoption du cahier des procédures générales de la gestion de la dette,
- L'adoption des règles de gestion en application des principes définis dans le cahier des procédures générales.

**INCIDENCE FINANCIERE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES		

Madame Catherine BUTTY expose :

Le recours à l'emprunt constitue pour la ville une ressource indispensable au financement de son programme d'investissement.

L'encours de financement est essentiellement composé de prêts classiques ou spécifiques réservés aux collectivités locales et territoriales.

Il comprend, de plus, des produits structurés tels que financements structurés et swaps structurés, pour lesquels une gestion adaptée constitue un enjeu majeur afin d'assurer une politique efficace de maîtrise des risques financiers.

Un processus décisionnel et une organisation claire et éprouvée sont des conditions essentielles pour maîtriser le coût de la dette dont le poids peut rapidement dépasser non seulement les objectifs définis mais aussi les limites supportables en termes de gestion.

La crise financière de 2008 a remis en évidence l'importance de pratiques financières saines, lisibles et compréhensibles par tous, que ce soit en matière de levée de fonds auprès des banques ou sur les marchés, ou en matière d'utilisation d'instruments financiers par intervention directe sur les marchés (« swaps structurés ») ou au travers de contrats d'emprunts (« financements structurés »).

En conséquence,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-21 à 2122-23,

Vu le Code Monétaire et Financier article 211-1 Il notamment,

Vu la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques,

Vu la circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 relative aux conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2006 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,

Vu la circulaire interministérielle NOR IOCB 1015077C du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics,

Vu la loi n° 2013-672 du 23 juillet 2013 relative à la séparation et à la régulation des activités bancaires,

Vu le décret n° 2014-984 du 28 août 2014 relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours,

Vu la convention cadre FBF relative aux opérations sur instruments financiers à terme,

Vu la directive MIF concernant les marchés d'instruments financiers,

Vu la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités territoriales (CBC) dite charte GISSLER, signée le 7 décembre 2009,

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 4 juin 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER LE CAHIER DES PROCEDURES GENERALES** tel que joint à la présente délibération.

Ce document précise notamment :

- L'organisation de la gestion de la dette,
- Les principes de gestion de la dette : Financements à long terme  
Risque de taux  
Financements à court terme

Le cahier sera soumis chaque année au Conseil Municipal pour approbation, même s'il n'est pas modifié.

Un rapport annuel sera adressé au Conseil Municipal sur les opérations conduites dans ce cadre ; ce rapport dressera notamment, année par année, le bilan des opérations réalisées sur l'année en cours.

En complément de ces procédures,

- **ADOPTER** les orientations et les paramètres de gestion précisés dans le cahier de définition stratégique de la gestion de la dette et des règles de gestion tel que joints à la présente délibération.

Ces orientations et paramètres seront revus et adoptés annuellement par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **27 JUIN 2024**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,

La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

**27 JUIN 2024**